Journal de la Société des Océanistes

130-131 | 2010

Hommage à Bernard Juillerat

Calédonie, l'heure des choix de Jean-Loup VIVIER

Isabelle Leblic

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jso/6125>

DOI : 10.4000/jso.6125

ISSN : 1760-7256

Éditeur

Société des océanistes

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2010

Pagination : 248-249

ISBN : 978-2-85430-027-7

ISSN : 0300-953x

Référence électronique

Isabelle Leblic, « *Calédonie, l'heure des choix* de Jean-Loup VIVIER », *Journal de la Société des Océanistes* [En ligne], 130-131 | 2010, mis en ligne le 15 décembre 2010, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jso/6125> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jso.6125>

tralement opposés » (p. 101) pour un référendum qui « aura un résultat certain et irrémédiable : la division et le retour en arrière » (p. 104) car « les bases sont encore vulnérables, alors un petit tremblement peut provoquer de gros dégâts » (p. 108) :

« Personnellement, je n'ai pas changé d'avis. Je suis convaincu que nous valons mieux, tous ensemble, qu'un référendum. » (p. 101)

Alain Christnacht, quant à lui, trouve la référence à 2018 prématurée : « chaque chose en son temps ! On est dans l'application de l'accord de Nouméa » et nombreux sont ceux qui, comme cet artisan de l'accord, pensent qu'il « n'est pas tout à fait appliqué ! » alors que ce qui est important, c'est justement « la façon dont on l'applique ! » (MNC, 22/10/2009).

Ce livre, captivant à plus d'un titre, peut laisser sceptiques certains des observateurs des évolutions récentes de la Kanaky Nouvelle-Calédonie devant les dernières déclarations de Lafleur, si éloignées de ses prises de position lors des « événements ». L'homme qu'il nous est présenté ne correspond pas du tout à l'image qu'on pouvait en avoir à cette époque. Aussi ne puis-je qu'en conseiller la lecture à toute personne qui s'intéresse de près ou de loin à l'histoire politique récente de ce pays et à son devenir.

RÉFÉRENCES CITÉES

BESSET Jean-Paul, 1998. *Le dossier calédonien. Les enjeux de l'après-référendum*, Paris, Éditions La Découverte, Cahiers libres, 174 p.

GABRIEL Claude et Vincent KERMEL, 1988. *Nouvelle-Calédonie, les sentiers de l'espoir*, Montreuil, La Brèche-PEC, 222 p.

Isabelle LEBLIC,
CNRS-LACITO, Villejuif

VIVIER Jean-Loup, 2009. *Calédonie, l'heure des choix*, Paris, L'Harmattan, 188 p.

Deuxième ouvrage de l'auteur sur la Nouvelle-Calédonie, ce livre retrace en douze chapitres les grandes lignes de l'histoire politique récente de ce pays, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à maintenant, et nous expose sa vision de l'évolution profonde des vingt dernières années comme de l'avenir de ce territoire. Après deux pages d'introduction, le premier chapitre (pp. 9-16) retrace « Les origines historiques de la question calédonienne », de façon extrê-

mement rapide, en présentant des éléments connus de tous sans guère d'apports nouveaux. Quelques renvois en notes de bas de page à quelques rares d'auteurs²¹, trop peu à mon sens au regard du sujet et de l'importante bibliographie existante et de trop nombreuses citations – près de deux pages entières sur sept. Le deuxième chapitre, « L'occasion manquée d'une fusion fraternelle (1945-1984) » (pp. 17-34), n'apporte rien de neuf non plus pour tous ceux, nombreux, qui se sont intéressés à l'évolution récente de ce territoire français des antipodes. Il passe un peu trop vite sur certaines questions : rien sur la loi-cadre de Gaston Defferre du 23 juin 1956, ni sur le référendum constitutionnel de 1958 et le choix de l'assemblée territoriale d'opter pour le statut de TOM, une autonomie associant les deux communautés de la Nouvelle-Calédonie, au moment où, grâce à cette loi-cadre, toutes les anciennes colonies françaises d'Afrique choisissent l'autonomie puis l'indépendance. Il finit par parler de la directive Messmer du 18 juillet 1972 qui recommandait de « faire du blanc²² » pour noyer toute idée d'indépendance. Le chapitre III revient sur ce que l'auteur appelle « La crise calédonienne (1984-1988) » (pp. 35-51), ce que l'on a coutume de nommer les « Événements », avec beaucoup de raccourcis et d'imprécisions, dommage ! Par exemple, il nous parle de Pisani et de la visite éclair du Président Mitterrand le 19 janvier 1985 à Nouméa sans préciser que cela faisait suite à l'annonce à Nouméa du plan Pisani (7 janvier 1985) et à la proposition qu'il avait faite d'indépendance association, laquelle ne fut pas reprise dans le statut Fabius-Pisani du printemps 1985 ! Les chapitres IV et V évoquent les accords de Matignon-Oudinot de juin-août 1988, leur part de « secret », de « corruption » et d'« astuces institutionnelles » (pp. 53-58) et le chemin jusqu'à l'accord de Nouméa de mai 1998 (pp. 59-75). À propos des référendums sur les statuts de la Nouvelle-Calédonie, il parle de 36,66 % d'électeurs inscrits ayant voté oui en 1988 face à 51,92 % en 1998. Mais il ne précise pas que ces résultats ne concernent que les électeurs de Nouvelle-Calédonie et non le résultat national. Il ne parle pas plus des forts taux d'abstention de l'électorat calédonien (respectivement 36,7 % et 25,77 %). Toutes ces imprécisions comme l'absence de renvois aux auteurs de référence font qu'il est difficile pour un lecteur non averti de resituer les propos de l'auteur dans la totalité des faits de l'époque. En effet, comme nombre d'ouvrages récents, aucune bibliographie n'est présentée dans ce livre comme si rien n'avait été écrit sur le sujet ; seules quelques notes de bas de page nous renvoient à quelques ouvrages ou articles de journaux ! Cela semble être une nouvelle mode et c'est bien dommage !

21. Seuls Guiart et Gascher et beaucoup d'absents ! Par exemple, aucune mention n'est faite d'Alain Saussol (qu'il finit par citer sur un très court article et qu'il appelle Jean p. 22 et à nouveau p. 23 !) et son incontournable ouvrage *L'héritage* de 1979 ou de Joël Dauphiné pour les dépossessions foncières p. 15.

22. « La présence française en Calédonie ne peut être menacée sauf guerre mondiale, que par une revendication nationaliste des populations autochtones appuyées par quelques alliés éventuels dans d'autres communautés ethniques venant du Pacifique. À court et à moyen terme, l'immigration massive de citoyens français métropolitains ou originaires des départements d'Outre-mer (Réunion), devrait permettre d'éviter ce danger, en maintenant et en améliorant le rapport numérique des communautés. » (Extrait de la lettre du Premier ministre, Pierre Messmer, au secrétaire d'État aux DOM-TOM sur les vertus de l'immigration massive pour empêcher les revendications indépendantistes, cité in Leblac, 2003 : 302).

Les trois chapitres suivants parlent de l'apaisement : « incontestable » (chap. VI, pp. 77-84), « dû à une attention budgétaire privilégiée » (chap. VII, pp. 85-98) avec le « risque » d'« une perte progressive d'identité » (chap. VIII, pp. 99-110), mais tout cela n'empêche pas J.-L. Vivier d'écrire que la Nouvelle-Calédonie vit toujours une situation coloniale (p. 82), ce que peu d'auteurs écrivent encore, bien que cela soit à mon avis bien le cas ! Son chapitre IX pose des questions que certains ont en effet en tête, celle de l'« indépendance dépassée ? » (pp. 111-141) et le suivant celle des nouvelles revendications (pp. 143-164), soit le passage des revendications foncières à celles sur la gestion du sous-sol et la participation à l'exploitation minière du nickel, les interrogations que cela suscite notamment dans le Sud où les autochtones ont constitué un comité de défense Rhéébù nùu visant à se protéger des effets négatifs de l'usine métallurgique du Sud. Cette partie de chapitre retraçant l'histoire de Goro Nickel et de Rhéébù nùu est sans doute l'une des plus intéressantes et des plus informatives de l'ouvrage. Comme Vivier le dit :

« La mine fait rêver, en Nouvelle-Calédonie, elle a toujours fait rêver. Et le réveil est souvent dramatique. » (p. 163)

Les deux derniers chapitres nous présentent « l'émergence des énergies nouvelles » (pp. 143-164) et « l'avenir institutionnel » (pp. 175-185). Le chapitre XI traite des nouvelles personnalités et forces en présence : d'une part, Louis-Kotra Uregei, l'USTKE et le tout nouveau Parti travailliste et, d'autre part Rhéébù nùu. La force du premier est entre autres de jouer sur « la nouvelle grande peur des Kanak, et de bien des Calédoniens nés dans l'archipel qui ne sont pas d'ethnie mélanésienne », à savoir « l'immigration qui menace les emplois que pourraient occuper des chômeurs locaux » (p. 172). Ainsi, depuis longtemps, l'USTKE prône la défense de l'emploi local ! « L'autre force nouvelle du paysage politique kanak, c'est Rhéébù nùu » avec « un leader charismatique » comme le créateur de l'USTKE. La principale différence qu'il voit entre ces deux forces est que si la première n'est pas uniquement kanak, la seconde l'est beaucoup plus mais pas seulement et que si cette dernière « reste localisée dans l'extrême Sud », son « mouvement peut faire école ». En effet :

« Rhéébù nùu a de son côté su raccorder un mouvement indigéniste, des préoccupations écologiques, le souci du développement, de l'avenir des jeunes, tout en restant respectueux de la coutume et même en intégrant à son action les autorités coutumières. » (p. 173)

Enfin, le dernier chapitre propose son analyse de l'évolution à venir :

« L'hypothèse la plus probable est que le maintien, pendant des décennies, du *statu quo*, conduira la société calédonienne vers une situation à la réunionnaise. Chacun se sentira avant tout calédonien, sans pour autant oublier ses origines, toujours plus lointaines. La paix publique y gagnera sans doute. Le destin commun sera alors une réalité. Les deux couleurs de ce peuple tendront à se fondre dans une teinte unique. Mais qu'il soit permis à l'auteur de ces lignes de déplorer par avance l'effacement d'une civilisation profondément authentique,

originale, d'une extrême richesse, et qui aurait mérité de faire entendre sa différence et sa présence au sein des nations qui peuplent notre planète. » (pp. 184-185)

Pour conclure, je dirais que ce livre est informatif malgré les défauts signalés et ses omissions ou raccourcis. Il nous faut noter néanmoins parfois des jugements qui détonnent comme l'auteur nous y a habitués (voir *Mon chemin aux côtés du FLNKS*), bien que globalement il soit ici plus objectif et plus intéressant pour le lecteur.

RÉFÉRENCES CITÉES

DAUPHINÉ Joël, 1989. *Les spoliations foncières en Nouvelle-Calédonie (1853-1913)*, Paris, L'Harmattan, 347 p.

LEBLIC Isabelle, 2003. Chronologie de la Nouvelle-Calédonie, in I. Leblic (éd.), *150^e anniversaire de la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie*, *Journal de la Société des Océanistes* 117, pp. 299-312.

SAUSSOL Alain, 1979. *L'héritage. Essai sur le problème foncier mélanésien en Nouvelle-Calédonie*, Paris, Société des Océanistes, Publications de la Société des Océanistes 40, 498 p.

Isabelle LEBLIC,
CNRS-LACITO, Villejuif

VERNAUDON Jacques et Véronique FILLOL (éds), 2009. *Vers une école multilingue dans les collectivités françaises d'Océanie et de Guyane*, Paris, L'Harmattan, coll. Cahiers du Pacifique sud contemporain, 320 p., bibliogr., cartes, ill., fig., présentation des auteurs.

En attendant que le trilinguisme devienne le modèle reconnu de tous les systèmes scolaires du monde, il sera sans doute nécessaire d'organiser encore plus d'un colloque ! Celui-ci, qui s'est tenu à Nouméa en juillet 2007, a eu le mérite d'examiner de près, comme l'indique le titre du livre qui en a été tiré, la situation faite aux langues enseignées dans les « collectivités françaises d'Océanie et de Guyane ». Le titre de l'ouvrage fait l'économie du point d'interrogation sur un sujet qui habituellement fâche, du moins dans une république française constitutionnellement fondée sur le monolinguisme (Fréchet, 2009). C'est dire que l'Outre-mer multilingue avance courageusement dans des directions qui semblent déjà identifiées, à défaut de pouvoir prétendre avoir surmonté tous les obstacles politiques, administratifs, pédagogiques et logistiques qui se dressent au fur et à mesure des avancées effectuées au niveau institutionnel et sur le terrain. Jacques Vernaudon et Véronique Fillol, tous deux en poste à l'Université de Nouvelle-Calédonie (UNC), ont pris la peine de réunir des textes qui stimulent le débat local et national, et balisent les solutions appelées à durer.

La structure de l'ouvrage donne une claire indication des niveaux de compétence sollicités pour traiter du problème. La première partie, consacrée au